



DROGUE

EN MILIEU SCOLAIRE AU CAMEROUN

*Si « la jeunesse est le fer de lance de la nation »,
la drogue est incontestablement la rouille qui la détériore.*

DOCUMENT DE POSITION

PLAIDOYER POUR UNE MEILLEURE RÉPONSE FACE À LA CIRCULATION ET LA
CONSOMMATION NON MÉDICALE DES MÉDICAMENTS PSYCHOACTIFS ET
AUTRES DROGUES EN MILIEU SCOLAIRE AU CAMEROUN

PAR

L'ASSOCIATION FOI & JUSTICE ET LA PLATEFORME DE LUTTE CONTRE LA DROGUE EN MILIEU SCOLAIRE AU CAMEROUN

DROGUE

EN MILIEU SCOLAIRE AU CAMEROUN

*Si « la jeunesse est le fer de lance de la nation »,
la drogue est incontestablement la rouille qui la détériore.*

DOCUMENT DE POSITION

PLAIDOYER POUR UNE MEILLEURE RÉPONSE FACE À LA CIRCULATION ET LA CONSOMMATION NON MÉDICALE DES MÉDICAMENTS PSYCHOACTIFS ET AUTRES DROGUES EN MILIEU SCOLAIRE AU CAMEROUN

PAR
L'ASSOCIATION FOI & JUSTICE ET LA PLATEFORME DE LUTTE CONTRE LA DROGUE EN MILIEU SCOLAIRE AU CAMEROUN

SOMMAIRE

**CONTEXTE ET
JUSTIFICATION**

PAGE 5

**L'ENGAGEMENT
DE L'ETAT**

PAGE 6

**CE QUE NOUS
PROPOSONS**

PAGE 7

**QUI
SOMMES-NOUS?**

PAGE 10



I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis 2010, les cas d'indiscipline, de comportements déviants et de crimes dus à la consommation des drogues se multiplient dans les écoles au Cameroun, aussi bien en zone rurale qu'urbaine, donnant lieu à des expulsions collectives. Des réseaux de trafic et de consommation sont régulièrement démantelés dans les écoles. Aucune région du pays n'est épargnée. Parmi les produits utilisés par les jeunes, on retrouve les médicaments psychoactifs (Tramol, Diazépam, etc) détournés de leur usage normal, plus prisés car facilement accessibles et dissimulables. Le cachet de Tramol coûte entre 50 et 100 FCFA. Ils font partie des faux médicaments dont la circulation est facilitée par la prolifération des pharmacies dits « de rue », que l'on retrouve jusqu'aux abords des écoles.

La consommation de drogues est à la fois un problème de santé publique et de sécurité publique qu'aucune approche de développement holistique et durable ne saurait négliger. Elle est en lien avec la baisse de la fécondité, le développement des hépatites, des cancers etc., expose aux viols et à toutes autres formes d'abus, les filles restent les plus vulnérables. L'impact sur la santé, la performance du système scolaire, la famille et le développement a atteint la cote d'alerte particulièrement chez les jeunes.

Après avoir partagé sur ce phénomène à travers des séminaires, enquêtes, sensibilisation et renforcement des capacités de la communauté éducative, nous constatons qu'un élève exclu d'un établissement scolaire est facilement recruté dans un autre, ce qui contribue plutôt à la diffusion du phénomène. Nous sommes également témoins du désarroi des établissements scolaires qui ont du mal à gérer ce phénomène, ainsi que de nombreux parents d'enfants consommateurs de drogues qui cherchent en vain des appuis institutionnels.

Si « la jeunesse est le fer de lance de la nation », la drogue est incontestablement la rouille qui la détériore. Afin de préserver la jeunesse de notre pays, d'autres types d'actions doivent être

mises en œuvre, voire préférées à l'approche répressive qui consiste à exclure simple, sans accompagnement les élèves confrontés à la consommation de la drogue.

QUELQUES DONNÉES SUR LA CONSOMMATION DES DROGUES AU CAMEROUN

Selon les chiffres officiels, plus de 25% de la population camerounaise déclare avoir déjà consommé une drogue dure. Parmi eux, 10% sont des consommateurs réguliers constitués à 60% des jeunes de moins de 25 ans. Par ailleurs, le Cameroun enregistre 66.000 décès liés au tabagisme chaque année¹, 15% de jeunes de moins de 15 ans sont fumeurs avec une prévalence plus forte en milieu scolaire. 44% d'élève ont expérimenté le tabac. Les pauvres fument plus et dépenseraient plus de 10% de leurs revenus dans le tabac

Selon Cameroun Tribune², une étude publiée en 2008 par Théodore KOMMEGNE, indique que sur une population de 1200 élèves des classes de 3e à Tle, 30% des élèves de la ville de Douala étaient des fumeurs et plus de 5% d'entre eux avaient déjà consommé des drogues comme l'héroïne, la cocaïne, le Tramol, etc.

Moins de dix ans après, en juin 2017, nos investigations³ sur une population similaire dans deux établissements secondaires confessionnels de la ville de Yaoundé, révèle une augmentation significative de la consommation des drogues en milieu scolaire. Il en ressort que :

- 82,14% des élèves ont déjà consommé de l'alcool (72,41% dans les 12 mois précédant l'enquête, 45,06% dans les 30 jours précédant l'enquête),

- 25,55% ont déjà fumé de la cigarette (19,01% dans les 12 mois précédant l'enquête, 11,66% dans les 30 jours précédant l'enquête) ;

- 46,25% ont déjà fumé la chicha (37,24% dans les 12 mois précédant l'enquête, 20,61% dans les 30 jours précédant l'enquête)

- 6,11% ont déjà consommé du Tramol sans prescription médicale (5,34% dans les 12 mois précédant l'enquête; 3,53% dans les 30 jours précé-

¹Minsanté

²http://ct2015.cameroon-tribune.cm/index.php?option=com_content&view=article&id=77724:drogue-racket-viol&catid=4:societe&Itemid=3 (20/04/2021)

³Rapport d'enquête sur la consommation de la drogue en milieu scolaire à Yaoundé, juin 2017, https://www.spm.gov.cm/site/sites/default/files/GT_stupefiant.pdf

dant l'enquête)

- Sur l'accès au Tramol, 01 élève sur 04 (25%) affirme qu'il pourrait s'en procurer sans mal s'il le souhaitait.

- Concernant les risques liés à la consommation de drogue, les élèves sont nombreux à penser qu'il existe un risque moyen (42,46%) ou important (89%) à consommer du Tramol de temps en temps ou chaque jour. Le taux de ceux qui affirment ne pas connaître les risques liés à la consommation du Tramol oscille entre 7,5% et 13,03%.

- Pour une drogue comme le Tramol, le risque le plus relevé par les élèves concerne la dégradation des relations avec leurs amis (10,26%),

- En fonction des mesures appliquées dans les établissements scolaires, les interviewés expriment un avis défavorable aux sanctions contre les élèves vendeurs (entre 49% et 59,45%) ou consommateurs (entre 46,40% et 59,31%) à savoir, l'exclusion définitive, le transfert à la police et la convocation des parents.

QUELQUES PROBLÈMES SOUS-JACENTS

L'analyse de la situation a permis de relever que la consommation de drogue dans les établissements scolaires est liée à la crise de l'éducation familiale, à la détérioration de la structure familiale, aux défaillances du système éducatif institutionnel, au problème de santé mentale, à un effet de mode et d'entraînement chez les jeunes. Malgré la gravité du phénomène, fortement décrié, l'on note :

- La disponibilité et l'accès facile aux drogues de toute nature, dues à la porosité des frontières, la prolifération des « pharmacies de la rue », au non-respect des dispositions légales relatives à la production et la commercialisation de l'alcool en sachet, à la vente sous ordonnance médicale des produits psychoactifs, et à l'habitude de l'automédication.

- L'absence d'actions répressives fermes et constantes contre la circulation et la vente illicite de médicaments dans la rue et de l'alcool en sachet.

- Le laxisme notoire dans l'application des

dispositions légales protégeant les enfants et les adolescents contre la circulation de drogue : les acteurs politiques et administratifs, en l'absence de toute alerte et contrainte, s'impliquent peu dans la gestion du problème.

- L'insuffisance de la réglementation au sujet de la drogue en milieu scolaire.

- Les établissements scolaires manquent de compétences et de ressources pour faire face au phénomène.

- La faible collaboration entre les établissements scolaires, les OSC et les institutions gouvernementales face à ce phénomène.

- Les institutions gouvernementales spécialisées dans la prévention, la prise en charge et la thérapie des jeunes consommateurs de drogues sont peu actives et peu connues.

- Le manque à l'échelle nationale de données officielles, sur l'usage à des fins non médicales des antidouleurs et des autres drogues dans les écoles au Cameroun.

II. L'ENGAGEMENT DE L'ETAT POUR LA PROTECTION DES JEUNES CONTRE LA VIOLENCE ET LA CONSOMMATION DES DROGUES

1. La convention des nations unies relatives aux droits de l'Enfant qui en son article 33 affirme : « les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées, y compris des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives, pour protéger les enfants contre l'usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes, et pour empêcher que des enfants ne soient utilisés pour la production et le trafic illicites de ces substances »

2. La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant qui en son article 28 stipule que : « les états parties à la présente Charte prennent toutes les mesures appropriées pour protéger

l'enfant contre l'usage illicite de substances narcotiques et psychotropes (...) et pour l'utilisation des enfants dans la production et le trafic de ces substances ».

3. La Constitution du 18 janvier 1996 constitue le socle de la protection des enfants contre la violence et la consommation des drogues. En affirmant dans son préambule que « toute personne a droit à la vie et à l'intégrité physique et morale », l'Etat du Cameroun réitère son attachement au caractère inaliénable et sacré des droits humains inscrits dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations Unies, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et toutes les conventions internationales dûment ratifiées.

4. Le code pénal camerounais réprime les « atteintes contre l'enfant et la famille » en son chapitre V du livre II. Il s'agit concrètement des violences physiques et morales qui portent atteintes au plein épanouissement de l'enfant et à l'exercice de ses droits aussi bien, au sein de sa famille que dans son environnement social. Le Code pénal incrimine entre autres :

- La corruption de la jeunesse (art. 334),
- La consommation d'alcool par un mineur (art. 348),
- Les abus de faiblesse des mineurs (art. 349),
- Les violences sur les enfants (art. 350)
- Les entraves à la scolarisation des enfants (art. 355-2).

5. La loi du 07 août 1977 sur le trafic des stupéfiants condamne l'incitation et l'usage illicite de la drogue et considère comme cause d'aggravation des peines, l'implication d'un mineur aux infractions, le fait que les drogues livrées aient provoqués la mort ou gravement compromis la santé d'une ou de plusieurs personnes ou que l'infraction ait été commise dans un établissement scolaire ou tout autre lieu, où des écoliers et des étudiants se livrent à des activités éducatives, sportives ou sociales.

6. La loi n°98/004 du 14 avril 1998 sur l'orientation de l'éducation au Cameroun interdit les violences physiques à l'école à son art 35

stipule que : « l'intégrité physique et morale des élèves est garantie dans le système éducatif ; sont de ce fait proscrit : les sévices corporels et toutes formes de violence ; les discriminations de toute nature ; la vente des boissons alcooliques, du tabac et de la drogue dans les établissements scolaires ».

III. CE QUE NOUS PROPOSONS :

Conformément aux engagements de l'Etat pour la protection des jeunes contre la violence et la consommation des drogues nous proposons :

1. L'ADOPTION D'UNE RÉGLEMENTATION SPÉCIFIQUE PORTANT « PROTECTION DU DOMAINE SCOLAIRE CONTRE LA CIRCULATION ET L'USAGE NON MÉDICAL DES SUBSTANCES PSYCHOACTIVES EN MILIEU SCOLAIRE » ET PRISE EN CHARGE DES ÉLÈVES EN SITUATION D'ADDICTION.

L'engagement de l'Etat du Cameroun en matière de protection des enfants, contre la violence et la consommation des drogues est clairement exprimé dans un ensemble de textes disparates mais encore insuffisants. Ils sont par conséquent mal connus et inefficaces.

L'absence d'une réglementation spécifique en matière de protection du domaine scolaire contre la circulation et l'usage des substances psychoactives rend le milieu scolaire vulnérable. Ce qui en fait un milieu à risque aussi bien pour les apprenants que pour les éducateurs. Réduire les risques de violences en milieu scolaire donne plus d'assurance et de motivation aux éducateurs. La motivation au travail étant un facteur de performance, doter la nation d'une réglementation spécifique à la matière contribuerait à améliorer non seulement l'efficacité et mais aussi l'efficience du système scolaire.

L'avant-projet de loi/arrêté sur cette question n'avance pas suffisamment. Nous rappelons l'urgence qu'une loi spécifique en la matière pou-

vant permettre à l'ensemble de la communauté éducateur d'avoir une vision claire et précise.

- Définissant le domaine scolaire, les substances psychoactive, l'addiction et la prise en charge ;

- Tenant compte de toutes les drogues en usages en milieu jeunes et scolaire (médicament psychoactifs, alcool, tabac, cannabis, etc.) ;

- Indiquant les sections contre tout contrevenant ;

2. L'APPLICATION FERME DE LA RÉGLEMENTATION INTERDISANT LA FABRICATION ET LA COMMERCIALISATION DE L'ALCOOL EN SACHET

(Conformément à la loi cadre n°2011/012 du 06 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun) Nous recommandons de prendre les mesures nécessaires pour mettre définitivement fin à la fabrication, l'importation et à la commercialisation de l'alcool en sachet sur l'ensemble du territoire national.

Le Whisky en sachet est violemment contesté pour ses méfaits sur la santé. On le retrouve en vente et en consommation libre non seulement au tour mais aussi dans des établissements scolaires. Ceci au mépris de la norme sur les boissons spiritueuses interdisant le conditionnement des boissons spiritueuses dans des récipients en plastique (NO 210 :2014-48), de l'arrêté N° 006011/MINMD/MINCOMMERCE/MINAT du 02 septembre 2014 interdisant la fabrication et la vente des Whisky en sachet, de la Loi n°2006/018 du 29 décembre 2006 régissant la publicité au Cameroun qui interdit la publicité sur les produits illicites⁴ et de l'appel à l'ordre du MINAT, le 16 août 2017, instruisant aux gouverneurs de régions à la mise en application de la mesure prise en 2014.

Les producteurs locaux concernés par l'arrêté du 02 septembre avaient 24 mois pour se conformer à cette réglementation et épuiser leurs stocks. La polémique autour d'un probable prolongement de ces délais jusqu'en 2022 laisse perplexe la société civile.

Huit ans après, l'alcool en sachet (King Arthur, Kitoko, Lion d'Or, ...) est toujours disponible à 100 frs et 50 frs d'où une circulation et une consommation libre et régulière en milieu jeune et scolaire. Des nouveaux produits sur le marché (Tombo, Shaka, Jaguar, Challenge, Samson, Yamo, bullet, ...) au goût de chocolat, café, lait est signe que l'industrie du Whisky en sachet dans notre pays se porter bien. Qu'elle ne fait pas qu'écouler ses stocks, qu'elle améliore sa stratégie en ciblant une clientèle particulière, qu'elle fait même de nouveaux investissements au grand mépris des institutions. Plus grave encore, les fabricants s'affrontent en justice pour défendre leurs intérêts au détriment de la santé des camerounais. L'intérêt capitaliste ne peut primer sur la santé des populations et particulièrement pauvres et encore moins sur la santé des jeunes dont nous avons la lourde charge d'éduquer dans la perspective d'une nation forte et émergente d'ici 2035.

3. LA FERMETURE OU LE TRANSFERT DE TOUS DÉBITS DE BOISSONS SITUÉ AUX ABORDS DES ÉCOLES

La fermeture ou le transfert de tous débits de boissons alcoolisées et de vente de cigarettes situés à moins de 200m d'un établissement scolaire conformément à la loi n°90/053 du 09 novembre 1990 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des Institutions scolaires.

4. L'APPLICATION FERME DE LA LOI RELATIVE À LA CIRCULATION ET À LA VENTE SANS ORDONNANCE DES PRODUITS PSYCHOACTIFS

- Une violation de la Loi n°90/035 du 10 août 1990 portant exercice et organisation de la profession de pharmacien, qui astreint la vente de certains produits pharmaceutiques à la présentation d'une ordonnance médicale.

- Le non-respect de la Circulaire du MIN-SANTE du 13 avril 2015 instruisant tous les dispensateurs légaux des médicaments d'exiger la présentation d'une ordonnance pour toute délivrance de médicament contenant le Tramadol comme molécule ou principe actif ; La prescription des médica-

⁴Art. 30 : « Il est interdit de faire de la publicité sur des produits illégaux et notamment sur des produits de contrefaçon ou de contrebande »

ments contenant le Tramadol comme molécule ou principe actif est ainsi conditionnée par une consultation normale et des examens cliniques qui établissent le fait de la maladie chez le patient. C'est muni de ce document que ce dernier peut solliciter du pharmacien, dispensateur légal des médicaments, la mise à disposition des produits prescrits.

5. LE RENFORCEMENT DE LA PRISE EN CHARGE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES

La nomination des chefs de Centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie dans les régions du pays marque une fois encore la détermination du gouvernement à apporter des solutions adéquates et venir en aide aux personnes souffrants d'addiction. La demande reste malheureusement forte et spécifique. Nous observons cependant que le gap entre l'offre et la demande de structures d'accueil spécialisée dans l'accompagnement et la prise en charge effective des addicts reste important. Celles existantes présentent de nombreuses lacunes et collaborent peu avec les établissements scolaires dans la prise en charge d'éventuels cas. L'orientation vers l'hôpital Jamot pour le cas de Yaoundé n'est appropriée. Aussi, notons-nous l'insuffisance des ressources allouées à leur fonctionnement et sollicitons du gouvernement de la république de

- Continuer à rendre effectif des Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie dans les différentes régions de pays.

- Renforcer les capacités humaines du personnel affecté dans les Centres de soins et d'accompagnement en addictologie, à travers des formations spécifiques ;

- Doter des ressources financières et matérielles adéquats pour l'exercice de leurs fonctions ;

- Veiller à la production des rapports mensuels/annuels des activités menées sur le terrain.

6. L'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT DES LIEUX (RENDRE OPÉRATIONNEL LA BASE DE DONNÉES)

Construire une base de données nationale consolidée et mise à jour tous les 5 ans indiquant :

- Les types de drogues consommées au Cameroun avec leur prévalence par tranche d'âge et catégorie sociale ;

- Les mobiles et les causes de la production et de la consommation des substances psychoactives ;

- Les conséquences socio-économiques avec un accent particulier sur le développement durable, afin de favoriser la prise en compte de la lutte contre l'abus des drogues dans les politiques sectorielles du gouvernement.

- Les forces et faiblesses du dispositif de lutte actuel du point de vue du cadre juridique, du cadre institutionnel et des projets/programmes existants ;

- Une cartographie des acteurs gouvernementaux et des Organisations de la Société civile impliqués dans la lutte contre la drogue et la prise en charge des victimes.

7. LE RENFORCEMENT DE L'ÉDUCATION À LA SANTÉ SUR LA DROGUE

Dans la lutte contre usage des produits psychoactifs en milieu jeune, la prévention primaire reste fondamentale. Elle pourrait se faire suivant une approche positive qui présente la santé comme un patrimoine que le jeune doit être capable de bien gérer. Il est par conséquent fondamental d'apprendre aux jeunes comment gérer leur « capitale santé ».

Nous recommandons de renforcer et de poursuivre l'introduction d'un programme spécial, adapté à chaque niveau scolaire, sur les méfaits des drogues dans les manuels scolaires pour prévenir efficacement contre les drogues, d'introduire systématiquement dans les projets d'établissement scolaire des dispositions contre la drogue tel la sensibilisation.

8. L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME NATIONAL DE TRAITEMENT ET DE PRÉVENTION DES ADDICTIONS

Le phénomène de drogue est un problème systémique qui demande une approche globale. Aucun acteur ne peut y faire face seul. Nous recommandons l'élaboration et la mise en place d'un programme national de traitement et de prévention des addictions, ainsi que l'intensification de la prévention de la lutte contre l'abus des substances psychoactives dans les axes stratégiques des plans et politiques sectoriels de développement.

9. LE RENFORCEMENT DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE EN MILIEU SCOLAIRE

Prendre soins d'un apprenant confronté à la drogue tout en lui permettant de poursuivre sa formation académique est un réel défi. Il requiert une action concertée entre l'école, la famille et le Centre de prise en charge. Mais divers acteurs interviennent en milieux scolaire sur la question. Il est primordial de structurer et de coordonner leurs interventions pour le bien de l'apprenant et la performance système scolaire. Ainsi proposons nous de :

- conformément au Décret 2000/359 du 05 décembre 2000 portant statut particulier des fonctionnaires des corps de l'Éducation nationale en son Titre VI, chap. II, art 64 qui attribue spécifiquement aux corps des Conseillers d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnelle la responsabilité d'assurer « le suivi psychopédagogique des élèves; le conseil aux élèves dans la gestion de leurs divers problèmes scolaires, d'insertion socioprofessionnelle personnels et relationnels » et de la Loi N° 98/004 de 14 avril du 14 avril 1998 portant orientation de l'éducation, dans son article 29 dispose que « les activités du conseiller d'orientation et de psychologue scolaire s'effectuent au cours de la scolarité de l'enfant, à tous les niveaux d'enseignement », que le Conseiller d'orientation soit officiellement mandaté comme principal responsable chargé de la lutte

contre les substances psychoactives en milieu scolaire et de l'encadrement des victimes.

- Elaborer en collaboration avec le Comité National de Lutte contre les Drogue et les Centres Spécialisés, un protocole pour l'accompagnement en milieu scolaire des élèves confrontés à la drogue par les conseillers d'orientation. Ledit protocole précisant les charges du conseiller d'orientation en la matière, impliquant et coordonnant les autres parties prenantes au sein de l'établissement (assistant social, psychologue, infirmier, surveillants, etc.), les parents et dans les centres spécialisés en soins, accompagnement et prévention en addictologie.

- Renforcer les capacités des Conseillers d'orientation dès leur formation à l'Ecole Normale Supérieure avec des modules spécifiques sur les méfaits de la consommation de la drogue, la méthode de prévention primaire ainsi que sur les techniques d'accompagnement des cas d'addiction et de toxicomanie dans les programmes de formation De même,

- Donner plus de moyens (temps, cadre/bureau, matériel) au conseiller d'orientation pour l'écoute et l'encadrement des élèves ;

- Inclure dans le cursus de formation, dès l'école Normale Supérieure, l'ENSET et ENIEG, des cours de formation adaptés pour le futur personnel éducateur.

IV. QUI SOMMES-NOUS?

L'association Foï et Justice (F&J) est une initiative des Instituts de vie Consacrée du Cameroun qui veut promouvoir la justice sur le plan économique et social. Nous œuvrons pour l'avènement d'un monde juste, avec des relations équitables entre les hommes, où tous vivent pacifiquement dans l'acceptation mutuelle et le respect de la diversité. Par des actions de plaidoyer, nous œuvrons à la transformation des structures qui affectent négativement la vie des personnes au Cameroun et principalement de

celles qui sont en situation de vulnérabilité en collaboration avec d'autres acteurs de la société civile.

NOTRE ENGAGEMENT SUR LE SUJET

L'association Foi et Justice, impliquée dans la lutte contre les faux médicaments, notamment l'usage par les élèves à des fins non médicales des produits psychoactifs tels que le Tramol, déploie avec l'appui d'autres organisations une série d'actions depuis 2016. En premier une recherche action sur la problématique de la consommation de la drogue à Yaoundé auprès des organisations impliquées dans la lutte contre ce fléau. Laquelle a mobilisée, au cours de deux ateliers, le 07 janvier et 30 septembre 2017 à Mvolé, des institutions gouvernementales (CNLD/MINSANTE, Centre La Vie/CNLD, Délégation Régionale de la Jeunesse et de l'Education Civique du Centre), des Organisations de la société Civile (Justice et Paix de Yaoundé, CALBRIL, ASSEJA), des enseignants-chercheurs de l'Université de Yaoundé I, des Institutions sanitaires, des Institutions scolaires et associations des parents d'élèves. Le 06 janvier 2018, nous avons organisé à l'université Catholique d'Afrique Centrale (Campus d'Ekounou) une conférence publique sur le Thème « Gestion du phénomène de drogue dans les établissements scolaires au Cameroun » suivie d'une enquête dans deux établissements secon-

naires dans la ville de Yaoundé.

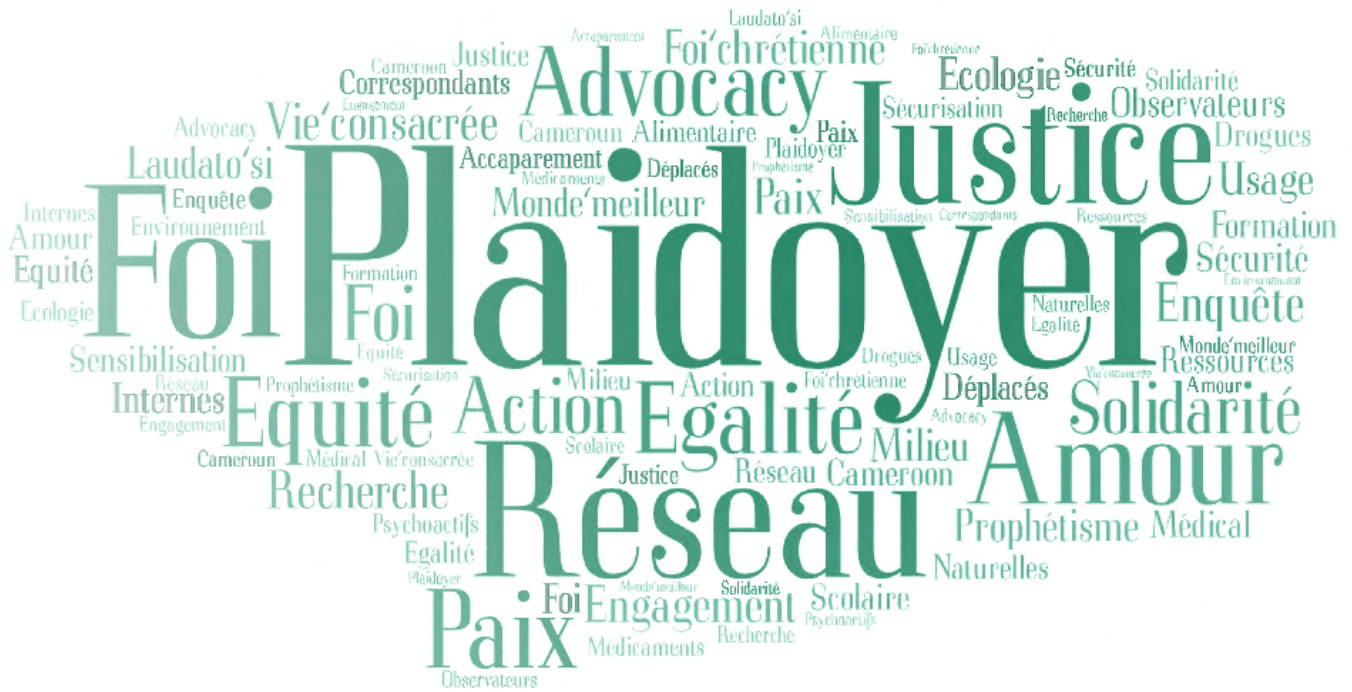
Dans une approche plurielle, nous cherchons à comprendre les causes systémiques à la base de la circulation et de la consommation des substances psychoactives dans les établissements scolaires pour y apporter des solutions concertées dans la perspective d'un développement durable et intégrale.

Au travers des actions dans des médias, des causeries éducatives, des affiches et dépliants disposés dans les écoles, il sensibilisera, d'une part, les élèves sur les méfaits des drogues en général et, d'autre part, les parents, les éducateurs et les autorités administratives pour qu'ils prennent conscience des enjeux, assurent la protection des milieux scolaires et jeunes, développent des structures de prise en charge et d'accompagnement des élèves confrontés aux drogues.

PLATEFORME DE LUTTE CONTRE LA DROGUE EN MILIEU SCOLAIRE

La plateforme de lutte contre la drogue en milieu scolaire constituée en 2018 sous l'impulsion de Foi et Justice est un cadre de renforcement des capacités des acteurs engagés dans la lutte contre la drogue. Elle favorise le partage d'information et d'expérience, le travail en synergies, la réflexion et l'action concertées pour des solutions holistiques et durables au problème de drogue.





Nos Contacts :

Association Foi & Justice – Email : foi_justicecam@aefjn-cmr.org – Tel: + (237) 6 58 40 43
84/ 6 72 88 29 98/665 27 59 61 – B.P. 185/C 77 Yaoundé (Cameroun) – www.aefjn-cmr.org ;
Facebook: AEFJN Cameroun; Youtube: Association Foi et Justice – Siege: Enceinte ITPR ,
Mvolyé – Yaoundé



THE USE OF **DRUGS** IN SCHOOLS IN CAMEROON

*If "youths are the backbone of the nation",
the use of drugs is undoubtedly the scourge that deteriorates it.*

POSITION DOCUMENT

ADVOCACY FOR A BETTER RESPONSE TO THE TRAFFIC AND NON-MEDICAL
CONSUMPTION OF PSYCHOACTIVE DRUGS AND OTHER TOXIC SUBSTANCES
IN SCHOOLS IN CAMEROON

BY
THE PLATFORM FOR THE FIGHT AGAINST ILLICIT DRUGS IN THE SCHOOL ENVIRONMENT IN CAMEROON

THE USE OF DRUGS EN MILIEU SCOLAIRE AU CAMEROUN

*If "youths are the backbone of the nation",
the use of drugs is undoubtedly the scourge that deteriorates it.*

POSITION DOCUMENT

ADVOCACY FOR A BETTER RESPONSE TO THE TRAFFIC AND
NON-MEDICAL CONSUMPTION OF PSYCHOACTIVE DRUGS AND
OTHER TOXIC SUBSTANCES IN SCHOOLS IN CAMEROON.

BY
THE PLATFORM FOR THE FIGHT AGAINST ILLICIT DRUGS IN THE SCHOOL ENVIRONMENT IN CAMEROON

SUMMARY

**FLASHBACK AND
JUSTIFICATION**

PAGE 5

**THE STATES
COMMITMENT**

PAGE 6

PROPOSITIONS

PAGE 7

WHO WE ARE?

PAGE 10



I. FLASHBACK AND JUSTIFICATION

Since 2010, cases of indiscipline, deviant conduct and crime due to drug use have increased in schools all over Cameroon, both in rural and urban areas, leading to collective expulsions. Drug trafficking and consumption networks are regularly dismantled in schools. There is no region of the country that is an exception to the phenomenon. Among the products used by young people are psychoactive drugs (Tramol, Diazepam, etc.) diverted from their normal use. They are more popular because they are easily accessible and concealable. A Tramol tablet costs between 50 and 100 FCFA. They are part of the fake drugs whose circulation is facilitated by the proliferation of the so-called "street" pharmacies, which can be found even in the vicinity of schools.

The use of drugs is both a public health and a public security problem that no holistic and sustainable development approach can ignore. It is linked to a decline in fertility, the development of hepatitis, cancer, etc., and exposes girls to rape and other forms of abuse. The impact on health, the performance of the school system, the family and development has reached alarming levels, particularly among young people.

After having shared information on this phenomenon through seminars, surveys, raising awareness and capacity building of the educational community, we note that, a pupil excluded from one school is easily recruited in another, which rather contributes to the spread of the phenomenon. We have also witnessed the disarray of schools which have difficulty in managing this phenomenon, as well as many parents who seek institutional support in vain.

If "youths are considered the backbone of the nation", drug is undoubtedly the scourge that deteriorates them. In order to preserve our country's youth, other types of action must be implemented or even preferred to the usual repressive approach which consists of simply excluding, without support-

ing pupils who are implicated with the use drugs.

SOME DATA ON DRUG USE IN CAMEROON

According to official figures, more than 25% of the Cameroonian population have already used a hard drug. Among them, 10% are regular users, 60% of whom are young people under the age of 25. In addition, Cameroon records 66,000 deaths each year related to smoking, 15% of young people under 15 years are smokers with a higher prevalence in schools. 44% of students have experimented tobacco. The poor smoke more and spend more than 10% of their income on tobacco.

According to Cameroon Tribune, a study published in the year 2008 by Théodore KOMMEGNE, indicates that out of a population of 1200 students, 30% in the city of Douala were smokers and more than 5% had already consumed drugs such as heroin, cocaine, Tramol, etc.

In June, 2017, Less than ten years later, our investigations on a similar population in two denominational secondary schools in the city of Yaoundé, reveals a significant increase in the use of drugs. It showed the following statistics:

- 82.14% of students had already consumed alcohol (72.41% in the 12 months preceding the survey, 45.06% in the 30 days preceding the survey).
- 25.55% had smoked cigarettes (19.01% in the 12 months preceding the survey, 11.66% in the 30 days preceding the survey).
- 46.25% had already smoked shisha (37.24% in the 12 months preceding the survey, 20.61% in the 30 days preceding the survey).
- 6.11% had already used Tramol without a medical prescription (5.34% in the 12 months preceding the survey; 3.53% in the 30 days preceding the survey).
- As per access to Tramol, 01 out of 04 students (25%) informed us that, they could obtain it without difficulty if they wanted.
- Concerning the risks associated with drug use, some students thought that there was an average risk (42.46%) and others a high (89%) risk in using Tramol from time to time. The rate of those

who said they did not know the risks of using Tramol varied between 7.5% and 13.03%.

- For a drug such as Tramol, the risk most frequently mentioned by the pupils concerned the deterioration of relationships with their friends (10.26%).

- Depending on the measures applied in the schools, the interviewees expressed an unfavourable opinion of the sanctions against pupils who sell drugs (between 49 and 59.45%) or use them (between 46.40 and 59.31%), i.e. permanent exclusion, transfer to the police and summoning the parents.

SOME UNDERLYING PROBLEMS

Analysis of the situation has shown that drug use in schools is linked to the crisis in family education, the deterioration of the family structure, the shortcomings of the institutional education system, mental health problems, and a fashion and training effect among young people. Despite the seriousness of the phenomenon, which is strongly criticized, we note that ;

- The availability and easy access to drugs of all kinds is due to the porous nature of the borders, the proliferation of "street pharmacies", the failure to respect the legal provisions relating to the production and marketing of alcohol in sachets, the sale of psychoactive products under medical prescription, and the habit of self-medication.

- The absence of firm and constant repressive action against the circulation and illegal sale of medicines on the street and of alcohol in sachets.

- The notoriously laxity in applying legal provisions protecting children and adolescents against the circulation of drugs ; political and administrative actors, in the absence of any warning or constraint, are hardly involved in managing the problem.

- Insufficient regulation of drugs in schools.
- Schools lack the skills and resources to deal with the phenomenon.

- Weak collaboration between schools and government institutions in dealing with the phenomenon.

- Government institutions specialised in the prevention, care and treatment of young drug users are not very active and not well known.

- The lack of official national data on the non-medical use of painkillers and other drugs in schools in Cameroon.

II. THE STATES COMMITMENT TO PROTECTING YOUNG PEOPLE FROM VIOLENCE AND THE USE OF DRUGS.

1. The United Nations Convention on the Rights of the Child in Article 33 states that ; "States Parties shall take all appropriate measures, including legislative, administrative, social and educational measures, to protect children from the illicit use of narcotic drugs and psychotropic substances, as defined in the relevant international conventions, and to prevent the use of children in the illicit production and trafficking in such substances.

2. The African Charter on the Rights and Welfare of the Child in Article 28 states that ; "States Parties to the present Charter shall take all appropriate measures to protect the child from the illicit use of narcotic and psychotropic substances and from the use of children in the production and trafficking of such substances".

3. The Constitution of January 18th, 1996 forms the basis for the protection of children against violence and drug use, by affirming in its preamble that "every person has the right to life, physical and moral integrity", the State of Cameroon reiterates its commitment to the inalienable and sacred nature of human rights enshrined in the Universal Declaration of Human Rights, the United Nations Charter, the African Charter on Human and Peoples' Rights and all duly ratified international conventions.

4. The Cameroonian Penal Code punishes 'offences against the child and the family' in Chap-

ter V of Book II. In concrete terms, this refers to physical and moral violence that affects the full development of the child and the exercise of his or her rights, both within the family and in the social environment. The Penal Code criminalises, among other things ;

- Corruption of youth (Article. 334).
- Consumption of alcohol by a minor (Article. 348).
- Abuse of weakness of minors (Article. 349).
- Violence against children (Article. 350).
- Obstructing the education of children (Article. 355-2).

5. The August 7th, 1977 law on drug trafficking condemns the incitement and illicit use of drugs and considers it as a cause for aggravated punishment the involvement of a minor in the offences ; the fact that the drugs supplied have caused the death or seriously compromised the health of one or more persons or that the offence was committed in a school or any other place where school children and students are engaged in educational, sporting or social activities.

6. Law n°98/004 of April 14th, 1998 on the orientation of education in Cameroon prohibits physical violence in schools in its article 35 ; "the physical and moral integrity of pupils is guaranteed in the education system ; physical abuse and all forms of violence ; discrimination of any kind; the sale of alcoholic beverages, tobacco and drugs in schools are therefore prohibited.

III. PROPOSTIONS.

In line with the state's commitment to protecting young people from violence and drug use we propose the following :

1. The adoption of a specific regulation on the "protection of the school domain against the circulation and non-medical use of psychoactive substances in the school environment" and the care of pupils in a situation of addiction.

The commitment of the State of Cameroon

to the protection of children against violence and drug use is clearly expressed in a set of disparate but still insufficient texts. They are therefore poorly known and ineffective.

The absence of specific regulations for the protection of schools against the circulation and use of psychoactive substances makes the school environment vulnerable. This makes it a risky environment for both learners and educators. Reducing the risk of violence in schools gives educators more confidence and motivation. Since motivation at work is a factor in performance, providing the nation with specific regulations on the subject would contribute to improving not only the effectiveness but also the efficiency of the school system.

The draft law/order on this issue is not sufficiently advanced. We reiterate the urgent need for a specific law on the subject that would allow the whole educational community to have a clear and precise vision ;

- Defining the school domain, psychoactive substances, addiction and care.
- Taking into account all drugs that are used in both the youth and the school environment (psychoactive drugs, alcohol, tobacco, cannabis, etc.).
- Indicating the sections against any offender.

2. The firm application of the regulation prohibiting the manufacturing and marketing of alcohol in sachets.

(In accordance with the framework law n°2011/012 of the 6th of May, 2011 on consumer protection in Cameroon) We recommend that, necessary measures should be taken to put a definitive end to the manufacture, importation and marketing of alcohol in sachets throughout the national territory.

Whisky in sachets is violently contested for its harmful effects on health. It is sold and consumed freely not only at the town shops but also in schools. This is in defiance of the Spirit Drinks Standard prohibiting the packaging of spirit drinks in plastic containers (NO 210 : 2014-48), Order No. 006011/MINMD/MINCOMMERCE/MINAT of September 2nd, 2014 prohibiting the manufacture and sale of Whisky in bags, Law No. 2006/018 of December 29th, 2006 governing advertising in

Cameroon which prohibits advertising of illicit products and the call to order by MINAT, on August 16th, 2017, instructing regional governors to enforce the measures taken in 2014.

The local producers affected by the September 2nd order, had 24 months to comply with the regulation and exhaust their stocks. The controversy surrounding a probable extension of these deadlines until 2022 is completely baffling civil society.

Eight years later, alcohol in sachets (King Arthur, Kitoko, Lion d'Or, etc.) is still available at 100 frs and 50 frs, resulting in free and regular circulation and consumption among young people and schools. New products on the market (Tombo, Shaka, Jaguar, Challenge, Samson, Yamo, bullet, ...) with a taste of chocolate, coffee, milk is a sign that the whisky industry in our country is doing well. That it is not just selling off its stocks but that it is improving its strategy by targeting a particular clientele and also that it is even making new investments in defiance of the institutions. More seriously, manufacturers are fighting in court to defend their interests to the detriment of the health of Cameroonians. Capitalist interests cannot take precedence over the health of the population, especially the poor, and even more so over the health of the young people whose education we have that responsibility to defend. This goes inline with the perspective of a strong and emerging nation by 2035.

3. The closure or relocation of all drinking establishments located in the vicinity of schools. The closure or relocation of all alcoholic drinks outlets and cigarette shops located within 200m of a school environment in accordance with law n°90/053 of November 9th, 1990 laying down the conditions and modalities of operation of school institutions.

4. Firm application of the law on the circulation and sale of psychoactive products without a prescription.

- Violation of Law n°90/035 of August 10th, 1990 on the exercise and organisation of the profession of pharmacies, which requires the presentation of a medical prescription for the sale

of certain pharmaceutical products.

- The non-respect of the Circular of the Ministry of Public Health (MINSANTE) of April 13th, 2015 instructing all legal dispensers of medicines to require the presentation of a prescription for any delivery of medicines containing Tramadol as a molecule or active ingredient ; is thus conditioned by a normal consultation and clinical examinations which establish the fact of the disease in the patient. It is with this document that the latter can request from the pharmacist, the legal dispenser of the medicines, the provision of the prescribed products.

5. Strengthening the care and support of victims

The appointment of heads of addiction care, support and prevention centres in the ten Regions of the country once again demonstrates the government's determination to provide adequate solutions and help for people suffering from addiction. Unfortunately, the demand remains strong and specific. However, we note that the gap between the supply and demand for facilities specialised in the support and effective care of addicts remains significant. Those that do exist have many shortcomings and do not collaborate much with schools in dealing with any cases. Referring to the Jamot hospital for the case of Yaoundé is not appropriate. We therefore note the inadequacy of the resources allocated to their operation and request the government of the Republic to consider the following points ;

- Continue to make the Addiction Care, Support and Prevention Centres effective in the different regions of the country.

- Strengthen the human capacities of the staff assigned to the Addiction Care and Support Centres, through specific training.

- Provide adequate financial and material resources for the exercise of their functions.

- Ensure the production of monthly/annual reports on activities carried out in the field.

6. Making the database operational

Build a consolidated national database that is updated every 5 years indicating the following attributes ;

- The types of drugs consumed in Cameroon with their prevalence by age group and social category.

- The motives and causes of the production and consumption of psychoactive substances.

- The socio-economic consequences with particular emphasis on sustainable development, in order to encourage the inclusion of the fight against drug abuse in the government's sectoral policies.

- The strengths and weaknesses of the current drug control system from the point of view of the legal framework, the institutional framework and the existing projects/programmes.

- A mapping of governmental actors and civil society organisations involved in the fight against drugs and the care of victims.

7. Strengthening health education on drugs
In the fight against the use of psychoactive products among young people, primary prevention remains fundamental. This could be done using a positive approach that presents health as a heritage that young people should be able to manage well. It is therefore essential to teach young people how to manage their "health capital".

We recommend strengthening and continuing the introduction of a special programme, adapted to each school level, on the harms of drugs in school textbooks to prevent drugs, effectively and systematically introducing anti-drug provisions such as awareness-raising into school projects.

8. The development and implementation of a national programme for the treatment and prevention of addictions

The drug phenomenon is a systemic problem that requires a global approach. No single actor can deal with it alone. We recommend the development and implementation of a national programme for the treatment and prevention of addictions, as well as the intensification of the prevention of substance abuse in the strategic axes of sectoral development plans and policies.

9. Strengthening psychological support measures in schools

Taking care of a learner who is confronted with

drugs while allowing him/her to continue his/her academic training is a real challenge. It requires concerted action between the school, the family and the care centre. However, various actors are involved in this issue in schools. It is essential to structure and coordinate their interventions for the good of the learner and the performance of the school system. Thus, we propose the following :

- In accordance with Decree 2000/359 of December 5th, 2000 on the special status of civil servants in the national education system in its Title VI, chap. II, article 64 which specifically attributes to the bodies of School, University and Vocational Guidance Counsellors the responsibility of ensuring "the psycho-pedagogical follow-up of pupils; the counselling of pupils in the management of their various academic, socio-professional, personal and relational problems" and Law N° 98/004 of April 14th, 1998 on the orientation of education, in its article 29 states that "the activities of the guidance counsellor and school psychologist are carried out during the child's schooling, at all levels of education", that the Guidance Counsellor is officially mandated as the main person in charge of the fight against psychoactive substances in the school environment and the supervision of the victims.

- To draw up, in collaboration with the National Committee for the Fight against Drugs and the Specialised Centres, a protocol for the accompaniment of pupils confronted with drugs by guidance counsellors in schools. This protocol specifies the duties of the guidance counsellor in this area ; involving and coordinating the other stakeholders within the school (social worker, psychologist, nurse, supervisors, etc.), parents and centres specialising in addiction care, support and prevention.

- Strengthen the capacities of guidance counsellors from the time of their training at the Higher teacher's training colleges with specific modules on the harmful effects of drug use, the primary prevention method and techniques for accompanying cases of addiction and drug dependence in the training programmes.

- Give more resources (time, framework/office, materials) to the guidance counsellor for listening and guiding the students.
- Include in the training curriculum, from the Higher teacher training colleges, training courses adapted to the future educational staff.

WHO WE ARE

Faith and Justice Association (F&J) is an initiative of the Institutes of Consecrated Life of Cameroon, which wants to promote justice on the economic and social level. We are working towards a just world, with equitable relations between people, where all live peacefully in mutual acceptance and respect for diversity. Through advocacy, we are working to transform the structures that negatively affect the lives of people in Cameroon and mainly those in vulnerable situations in collaboration with other actors of civil society.

OUR COMMITMENT ON THE SUBJECT

Faith and Justice Association, involved in the fight against fake medicines, in particular the use by students for non-medical purposes of psychoactive products such as Tramol, is deploying a series of actions with the support of other organizations. Since 2016. First action research on the problem of drug consumption in Yaoundé with organizations involved in the fight against this scourge. Which mobilized, during two workshops, on January 7 and September 30, 2017 in Mvolé, government institutions (CNLD / MINSANTE, Centre La Vie / CNLD, Regional Delegation for Youth and Civic Education of the Center), civil

society organizations (Justice and Peace of Yaoundé, CALBRIL, ASSEJA), and teacher-researchers from the University of Yaoundé I, health institutions, educational institutions and parents' associations. On January 6, 2018, at the Catholic University of Central Africa (Ekounou Campus), we organized a public conference on the Theme "Management of the drug phenomenon in schools in Cameroon" followed by a survey in two secondary schools in the city of Yaoundé.

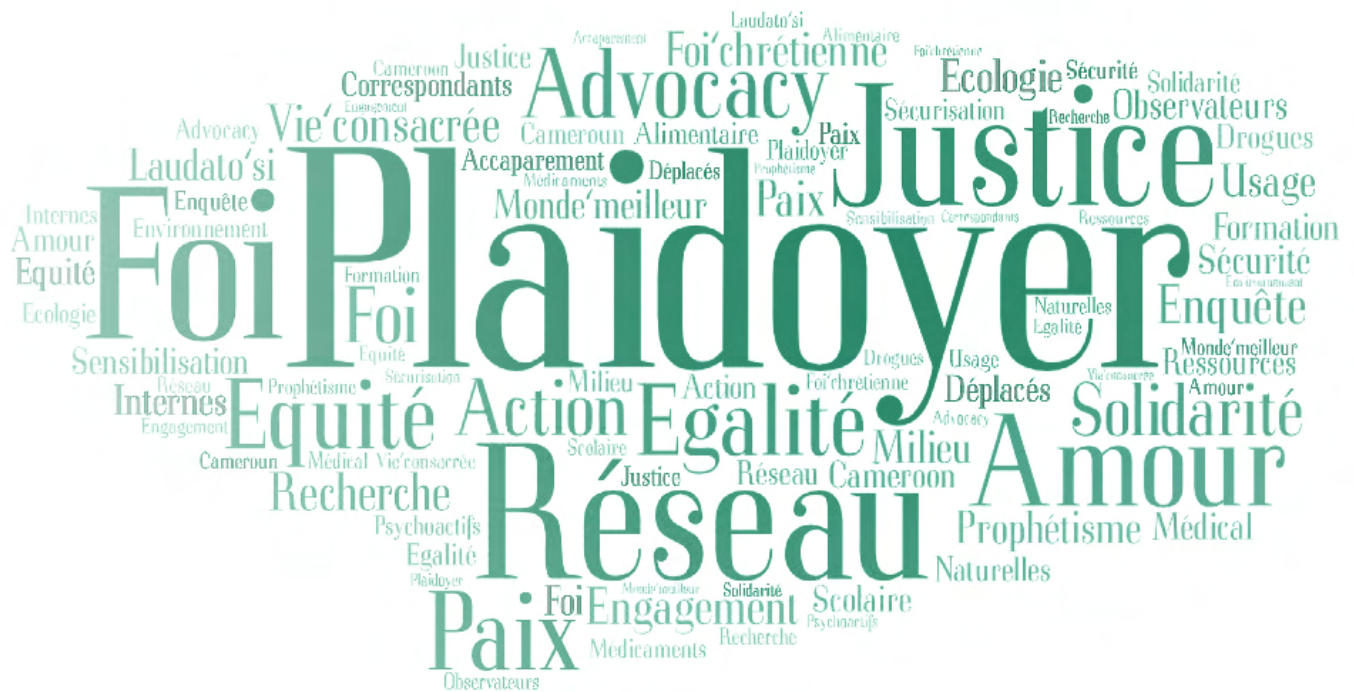
In a plural approach, we seek to understand the systemic causes underlying the circulation and consumption of psychoactive substances in schools in order to provide concerted solutions with a view to sustainable and integral development.

Through actions in the media, educational talks, posters and leaflets placed in schools, it will sensitize, on the one hand, students on the harmful effects of drugs in general and, on the other hand, parents, educators. In addition, the administrative authorities so that they become aware of the issues, ensure the protection of schools and young people, and develop support and support structures for students confronted with drugs.

PLATFORM FOR THE FIGHT AGAINST DRUGS IN SCHOOLS

The platform for the fight against drugs in schools set up in 2018 under the leadership of Faith and Justice is a capacity-building framework for actors engaged in the fight against drugs. It promotes the sharing of information and experience, working in synergies, concerted thinking and action for holistic and lasting solutions to the drug problem.





Association Foi & Justice – Email : foi_justicecam@aefjn-cmr.org – Tel: + (237) 6 58 40 43
84/ 6 72 88 29 98/665 27 59 61 – B.P. 185/C 77 Yaoundé (Cameroun) - www.aefjn-cmr.org;
Facebook: AEFJN Cameroun; Youtube: Association Foi et Justice – Siege: Enceinte ITPR ,
Mvolyé – Yaoundé